

Cours 2 : Arendt : Vérité, philosophie et politique

Pour comprendre la pensée d'Arendt sur les rapports entre la vérité et la politique, il faut revenir à la distinction qu'elle fait entre vérité de raison et vérité de faits, et à la brève histoire des rapports entre la philosophie (associée à la vérité, et à la vérité de raison plus particulièrement) et la politique.

Définition de l'adjectif politique : (sens premier) est politique ce qui appartient à la *polis*, c'est-à-dire à la cité, qui regroupe l'ensemble des citoyens vivant en communauté et reconnaissant les mêmes lois. En d'autres mots, tout ce qui concerne le collectif, la société, l'ensemble des individus et les règles qui les régissent.

I_Quelle « vérité » sera le sujet de l'article ?

Lecture de la section I, pp. 292 – 295, « C'est une histoire vieille et compliquée... » - fin de la section.

Quelles distinctions sont nécessaires pour comprendre l'article ?

Arendt cite Platon et Hobbes qui s'opposent sur la vérité de raison (la vérité de raison est la vérité rationnelle, telle celle délivrée par les mathématiques, les sciences, la philosophie) :

- Platon : le philosophe détient la Vérité depuis le mythe de la caverne, il est celui qui sait, ce qui l'isole du reste de la collectivité et le met en danger. Platon n'explique pas pourquoi les citoyens ont cette haine de la vérité et du diseur de vérité qui vit, pourtant, hors de la cité. Voir rappel important sur le mythe de la caverne.
- Hobbes, lui, pense que la vérité de raison « qui ne s'oppose à aucun intérêt ni plaisir humain reçoit bon accueil de tous les hommes ».

Arendt, elle, choisit une autre voie : si Hobbes a raison pour la vérité mathématique, il n'en est pas de même pour les sciences et la philosophie qui sont des vérités de raison plus vulnérables. Elle continue ensuite en indiquant que son article sera plus politique que philosophique et concernera donc davantage la vérité de fait.

Pourquoi vérité de fait et politique sont-elles intimement liées ? puisque les faits sont « les événements engendrés par des hommes vivant et agissant ensemble ». La vérité de fait est alors bien plus vulnérable que la vérité de raison : en effet, quand la sphère politique attaque la vérité de raison, elle sort de son domaine d'action habituel et devient illégitime alors que quand elle attaque la vérité de fait, elle reste sur « son propre terrain » et peut facilement la détruire. Une fois détruite, effacée, oubliée, la vérité de fait refera difficilement surface.

Même si la vérité de faits va occuper la majeure partie de la réflexion d'Arendt, elle traite tout de même de la vérité de raison surtout pour montrer qu'elle est, elle-aussi, incompatible avec le politique et le citoyen.

II_Rapports entre le philosophe et le citoyen, entre vérité de raison et politique

- Arendt fait un rappel sur les différents philosophes qui ont pensé ce rapport entre vérité et politique, entre philosophe et citoyen

Lecture de la section II, pp. 295 – 299. Relever dans l'ordre chronologique les philosophes cités par Arendt et prendre en notes leurs idées.

Remarque et étonnement d'Arendt en préambule : le mensonge n'est pas traité en philosophie comme un danger pour la vérité. Le contraire de la vérité de raison est soit l'erreur ou l'ignorance, en science, soit l'opinion ou l'illusion, en philosophie.

Puis elle pose la question « d'où vient cet antagonisme vérité ≠ politique ? » avant de faire une brève histoire de la pensée.

Platon (philosophe grec, Vème / IVème siècle avant JC) : cet antagonisme s'explique par un mode de vie opposé entre celui du citoyen et celui du philosophe.

- Le citoyen : « opinions toujours changeantes sur les affaires humaines » qui fluctuent elles aussi constamment. Communication sous forme de discours (la rhétorique étant l'art de maîtriser le pouvoir de la parole, sont ici visés les sophistes) qui vise la persuasion donc les émotions de l'auditeur.
- Le philosophe : vérité sur les choses qui sont dans leur nature-même éternelles et d'où par conséquent l'on peut dériver des principes pour stabiliser les affaires humaines. » Communication : le dialogue (maïeutique) qui vise la raison et la démonstration. Ce dialogue se fait avant tout avec lui-même.

La dimension politique du conflit s'explique par le fait que le pouvoir s'appuie sur l'opinion selon Arendt.

Même opposition chez **Hobbes** (XVIIème, philosophe anglais) entre « deux facultés contraires » :

- « Le raisonnement solide », fondé sur les principes de vérité
- « l'éloquence puissante », fondée « sur des opinions et sur les passions et les intérêts humains qui sont différents et variables »

NB => on remarque une forte suspicion à l'égard de la parole qui, selon la façon dont on s'en sert, peut être utile, secourable dans l'émergence de la vérité (utilisation raisonnable du dialogue par exemple) ou complètement pernicieuse (l'éloquence, le discours qui cherche à émouvoir ou à séduire)

Penseurs du siècle des Lumières :

- Lessing (allemand) : fragilité de la raison humaine. La vérité est du côté de Dieu.
 - Kant (allemand) : limites de la raison humaine (on a besoin des autres pour la contrôler et ne pas se tromper). S'oppose à Spinoza qui pensait que la raison était infaillible.
 - Madison (homme d'état américain) : la raison humaine est fragile mais elle l'est moins quand elle est utilisée en groupe. C'est la « question du nombre » : Selon Madison, pour qu'une théorie singulière devienne intéressante aux yeux d'autrui, il faut qu'elle ait été validée par plusieurs. C'est la « force de l'opinion » qui est déterminée par la confiance de l'individu dans le nombre qui est supposé entretenir les mêmes opinions. Madison précise bien que cela ne concerne pas le philosophe qui doit négliger de telles considérations.
- Après ce rappel, Arendt continue à penser le rapport entre vérité de raison et politique, entre le philosophe et le citoyen qu'elle oppose.

Lecture de l'extrait pp. 305-309, « Vérité et politique », section III. Pourquoi selon Arendt, vérité de raison et politique, philosophe et citoyen sont différents et s'opposent ?

- **La vérité est inconciliable avec le citoyen car elle est coercitive, tyrannique.** Elle est détestée par les tyrans qui voient en elle une rivale qu'ils ne peuvent contrôler. Elle fait peur aux gouvernements qui reposent sur le consentement et qui se méfient des ordres et des impératifs (il faut comprendre alors qu'elle fait peur parce qu'elle est indiscutable donc incompatible avec le mode de fonctionnement des régimes démocratiques ou républicains qui prennent en compte la parole, l'opinion d'autrui)

- Arendt cite Platon et explique que le **philosophe a accès à la vérité par l'instruction qui a habitué son voũç (sa raison) à raisonner alors que le citoyen a été simplement persuadé.**

- Le citoyen et la politique sont baignés dans le monde des **opinions**. La politique a un **fonctionnement représentatif** où les opinions de tous sont pesées.

- La vérité est opaque pour le citoyen

- exemples de vérités philosophiques prises au piège du politique.

Lecture de l'extrait pp. 311 – 315, « Vérité et politique », section III

- **Examen de la proposition socratique selon laquelle il vaut mieux subir le mal que le faire.**

= ex d'une thèse philosophique concernant la conduite humaine et qui par voie de conséquence, est donc politique dans son essence. Les dialogues de Platon prouvent que la proposition socratique est paradoxale. Elle est constamment réfutée, Socrate est incapable de la démontrer véritablement. Ex du début de La République qu'HA raconte : Socrate ne parvient pas à convaincre son adversaire Thrasy-maque que la justice vaut mieux que l'injustice. Même ses amis Glaucon et Adimante affirment à Socrate qu'il n'était pas convaincant. Platon donne tous les moyens dans ses dialogues de défendre Socrate :

♣ L'être est un : il est donc préférable de se brouiller avec le monde entier plutôt que de se contredire soi-même. Selon Platon, le philosophe dialogue en permanence avec lui-même, il se scinde en deux, tout en demeurant UN et en n'étant jamais en contradiction avec lui-même. L'homme comprend en lui-même un partenaire, autant que ce soit un homme vertueux, pas un meurtrier ou un menteur. Si ma pensée est conditionnée par un dialogue silencieux entre moi et moi-même, autant que je préserve l'intégrité de ce partenaire. Sinon je ne pourrai plus penser.

♣ Pour le philosophe, admettre qu'il vaut mieux subir le mal que le faire est aussi contraignant que la vérité mathématique. Cependant, HA soutient que cette thèse est fautive dans une perspective politique, pour un homme concerné par le bien public (le citoyen) car adopter une éthique concernant l'homme au singulier (platonicien ou d'ordre religieux) est désastreux quand on vit en communauté ; Machiavel recommandait de ne pas appliquer dans le domaine public « le principe pur de la foi chrétienne » (que les bons refusent de résister aux méchants leur permet de faire autant de mal qu'ils le veulent). Avant lui, Aristote recommande de ne pas appliquer les principes de la philosophie en politique (les philosophes qui par éthique négligent leur propre bien-être ne devraient pas être chargés du bien des autres, des intérêts matériels de la communauté, que HA distingue du « bien commun »)

= **Cet exemple de Socrate montre l'échec du philosophe qui veut imposer la vérité.**

Conclusion : « puisque la vérité philosophique concerne l'homme dans sa singularité, elle est non politique par nature » (p. 313). Le philosophe qui veut voir la vérité s'imposer contre les opinions de la foule va échouer. Il regrettera alors bêtement que la vérité soit impuissante. Soit le philosophe l'impose et c'est **une tyrannie**, soit il réussit à faire admettre la vérité par tous les citoyens et elle devient alors **opinion**.

- Jefferson

Exemple de l'égalité entre les hommes. L'homme d'Etat peut être tenté par l'affirmation de la vérité philosophique pour mettre certaines choses hors-débat. C'est le cas de Jefferson qui a déclaré dans la Déclaration d'indépendance que « Certaines vérités sont évidentes par elles-mêmes » (p. 314). Il ne voulait pas qu'on puisse redébattre de ce sur quoi les hommes de la Révolution s'étaient mis d'accord. Elles devaient constituer des évidences. Cependant, en affirmant « nous tenons » certaines vérités pour

évidentes, inconsciemment, il sous-entendait l'inverse, à savoir que l'affirmation de l'égalité des hommes à leur naissance (par exemple) naît d'une forme d'assentiment (et donc n'est pas une évidence) l'égalité considérée en termes politiques, est donc une opinion, pas une vérité... En revanche, les thèses philosophiques ou religieuses qui correspondent à cette idée politique de l'égalité (par ex, tous les ho sont égaux devant Dieu ou devant la mort) ne sont pas des idées politiques, parce qu'elles transcendent le domaine des affaires humaines. Ces « vérités » n'existent pas « entre les ho » mais sont « au-dessus d'eux ». En réalité, l'égalité des ho à la naissance n'est pas une évidence, et ce n'est pas démontrable : c'est juste une opinion à laquelle nous adhérons car nous associons égalité et liberté et préférons la liberté à la domination. C'est une préférence politique, un choix politique. C'est une **opinion et non une vérité.**

III_Est-ce que politique et vérité de raison peuvent néanmoins cohabiter et se supporter ?

- Oui si la vérité de raison sert d'exemple : c'est le cas de Socrate.

« Vérité et politique », pp. 315-316

Arendt revient sur la proposition socratique « Il vaut mieux subir le mal que faire le mal ».

Elle montre que :

- C'est une formulation qui n'est pas une opinion, qui prétend être une vérité, qui n'a pas de conséquence politique directe, mais qui a une conséquence sur la conduite des gens en tant que précepte éthique

- mais par l'exemple, Socrate a réussi à prouver sa vérité : il a préféré accepter son sort plutôt que de se dérober, de mentir, ou de s'évader comme c'était possible : il a ainsi donné du crédit à sa thèse selon laquelle subir une injustice (en l'occurrence mourir) est préférable à en commettre une (désobéir à la loi).

- Si Socrate a pu le faire, c'est que « la vérité philosophique peut devenir pratique et inspirer l'action sans violer les règles du domaine politique quand elle fait en sorte de devenir manifeste sous forme d'exemple ».

(Arendt explique ensuite que l'homme a besoin d'exemples pour confirmer la réalité de ses concepts. L'exemple, l'exemplaire, c'est ce particulier qui, dans sa particularité même, exhibe la généralité qu'on ne pourrait déterminer autrement. Ainsi, le courage est *comme* Achille, la bonté est *comme* Jésus de Nazareth ou saint François d'Assise.)

- Oui dans certaines institutions : Lecture de la section V pp. 331-333

Il existe des institutions liées à la vérité de raison, et ce au sein même du politique qui en reconnaît l'existence : « certaines institutions publiques, établies et soutenues par les pouvoirs en place, dans lesquels, contrairement à toutes les règles politiques, la vérité et la bonne foi ont toujours constitué le plus haut critère de la parole et de l'effort. »

Ces institutions sont le judiciaire, les institutions d'enseignement supérieur, en particulier les classes où on enseigne les humanités, ainsi que la presse. Dans « Du mensonge en politique », section V, Arendt montre que la presse et la liberté dont elle jouit dans un régime démocratique que sont les EU, ont permis la divulgation des *Pentagon Papers*. Elle remarque même que les journalistes ont tellement bien joué leur rôle de « 4^{ème} pouvoir » que la divulgation des documents classés secret n'ont pas étonné les citoyens américains car tout ce qu'ils révèlent était déjà régulièrement débattu dans les médias (journaux, émissions radio et TV) Voir « Du mensonge en politique », section V, p. 65.

- Oui si on applique la théorie kantienne de « la mentalité élargie à la politique comme le fait Arendt. Ainsi la « faculté de juger » de Kant devient une faculté politique.

Principe de la « mentalité élargie » : on se forme un jugement en considérant une question selon différents points de vue et en réalisant en pensée les positions de ceux qui sont absents. C'est un processus de représentation qui n'adopte pas les vues réelles de ceux qui sont absents, qui ne procède pas par sympathie, mais qui est juste une représentation de l'autre. Il s'agit « d'être et de penser dans ma propre identité où je ne suis pas réellement » (p. 307, Vérité et politique », section III). Mon jugement politique final est d'autant plus valide que je suis parvenu à imaginer pléthore de représentations, comment je penserais, si j'étais à la place de multiples personnes (plus nombreuses elles sont, meilleure est mon jugement final). Pour que cela fonctionne, il faut que cette utilisation de l'imagination soit désintéressée et libérés de ses intérêts privés.